

RAPPORT DE COLLECTE DES DONNEES

ETUDE EXPLORATOIRE SUR L'ETAT DES LIEUX DU SUIVI ET EVALUATION EN REPUBLIQUE DU CONGO

Assistant de Recherche : Roger ANGOUONO-MOKE, Spécialiste en Management des Petites et Moyennes Entreprises, Secrétaire Général de l'Association Congolaise de l'Evaluation, Co-Coordonateur du Réseau Francophone des Evaluateurs Emergents.



Sommaire

Introduction	3
I. Méthodologie.....	3
II. Contraintes.....	3
III. Limites.....	3
IV. Résultats des opérations de collecte des données.....	4
IV.1. Revue documentaire	4
IV.2. Entretien	4
IV.3. Questionnaire.....	5
Conclusion.....	6
Annexe	7

Introduction

L'étude exploratoire relative à l'état des lieux du suivi et de l'évaluation en République du Congo a entre autres objectifs d'établir l'état de développement du système national de Suivi et Évaluation et son niveau d'institutionnalisation. Cet objectif ne peut être atteint sans la réalisation des opérations de collecte des données.

I. Méthodologie

Dans le cadre de la présente mission d'évaluation, une approche à plusieurs niveaux visant à collecter les données de diagnostic à partir de différents niveaux avait été prévue. Pour ce faire, les consultations ont ciblé les responsables gouvernementaux concernés, les partenaires de développement, le secteur privé et les organisations de la société civile, les instituts de formation, les milieux académiques et de recherches, les agences nationales de statistiques, les associations nationales d'évaluation.

Ainsi, la méthodologie a porté sur :

- la revue documentaire;
- l'administration du questionnaire;
- les entretiens directs.

II. Contraintes

Les délais très serrés et les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre le COVID- 19 ont constitué les principales contraintes dans le cadre des opérations de collecte de données. En effet, suite aux mesures sanitaires prises par le gouvernement, il a été institué dans plusieurs administrations ciblées par cette étude, un calendrier de travail. Ceci a pour conséquence, le retard dans la prise de décision et pour l'enquêteur l'impossibilité d'obtenir les informations en temps voulu.

La situation économique du Congo étant très fragile, plusieurs mouvements sociaux sont organisés par les syndicats pour réclamer leurs droits. Ce qui a été le cas de la principale université du Congo (université Marien NGOUABI) pendant la période de la collecte des données.

III. Limites

Les entretiens réalisés avec quelques cadres des administrations ciblées et la revue documentaire ont permis d'obtenir des informations sur l'état des lieux du suivi et l'évaluation en République du Congo. Cependant, l'échantillon des personnes rencontrées étant très faible, et le non retour des questionnaires transmis ne permettent pas de tirer des conclusions définitives.

IV. Résultats des opérations de collecte des données.

IV.1. Revue documentaire

Afin de mieux appréhender la question de l'état des lieux du suivi et de l'évaluation, une exploitation approfondie des textes réglementaires et lois a été réalisée. Il ressort de cette exploitation que le Congo dispose d'un système national de suivi et évaluation institué par la **loi n°2011-107 du 12 Février 2011 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation des politiques et programmes publics.**

Dans le cadre du PND 2018-2022, un conseil national de l'évaluation incluant, les institutions nationales, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile a été mise en place. Ce conseil a pour mission d'assurer le suivi et l'évaluation du Plan national de développement.

Il a été aussi constaté que sur les 36 ministères de la République, seulement 6 soit 6% ont des attributions relatives au suivi et à l'évaluation. Quant à l'assemblée nationale, et conformément à son règlement intérieur, elle ne dispose d'aucune attribution lui permettant s'assurer le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

IV.2. Entretien

La revue documentaire a permis de tirer un échantillon des institutions à contacter dans le cadre des entretiens. Il se présente ainsi qu'il suit :

Institutions nationales :

- Assemblée nationale;
- Conseil économique et social;
- Cours des comptes;
- Inspection Générale des finances;
- Inspection Générale d'État;
- Ministère de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'intégration Régionale;
- Ministère de la fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale ;
- Ministère de la Réforme de l'Etat ;
- Ministère de la Santé et de la Population ;
- Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public ;
- Ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du Service Public et de la lutte contre les Antivaleurs.

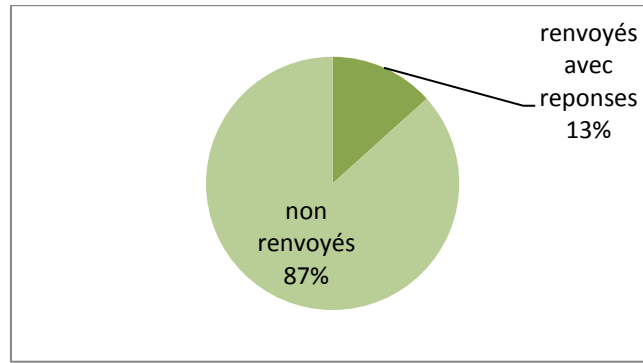
Partenaires techniques et financiers

- Banque mondiale;
- Programme des nations unies pour le développement.

Organisations de la Société Civile

- Conseil de concertation des ONG de développement
- Association Congolaise de l'Evaluation.

Figure 1 : Taux de réalisation des entretiens



Comme l'indique la figure 1, la prise des décisions dans l'administration étant longue, il a été très difficile de réaliser les entretiens avec le personnel non mandaté. De nombreuses demandes d'entretien sont restées sans réponse jusqu'à ce jour. Aussi bien, au niveau des institutions nationales qu'internationales, notamment la banque mondiale et le PNUD.

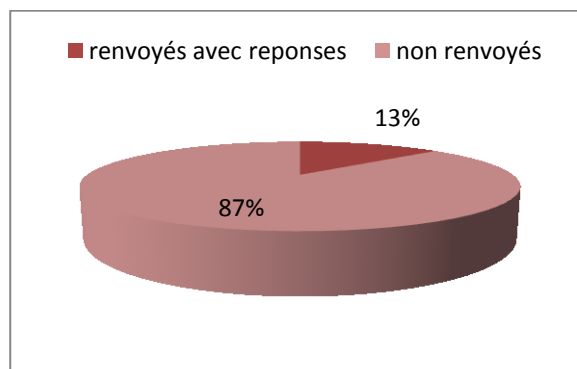
Toutefois, Le Chef de Secrétariat Central du Ministère de la réforme de l'État, l'Attaché Administratif et Juridique du Ministère du Contrôle de l'État, l'attaché à la Sécurité sociale au Ministère de la Sécurité sociale ont été disponibles pour répondre à nos questions.

En ce qui concerne les ministères de la réforme de l'État et celui du contrôle d'État, ils viennent d'être créés et sont en pleine structuration. Bien qu'ayant des attributions relatives au suivi et évaluation des politiques publiques, ils ne disposent pas de personnel formé à cet effet. Quant au ministère de la sécurité sociale, son personnel affecté à la direction des études et de la planification avait bénéficié il y a de cela plus de dix ans, une formation en suivi et évaluation. Cependant, ce personnel a déjà fait valoir ses droits à la retraite et à ce jour, le suivi et évaluation n'est plus pratiqué au ministère.

IV.3. Questionnaire

Concernant le questionnaire, le constat a été le même, seulement 13% des questionnaires ont été renvoyés avec réponse, la majorité des institutions ciblées n'ont pas encore renseigné les formulaires.

Figure 2 : taux de remplissage des questionnaires



Toutefois, les promesses ont été formulées par les institutions de les renvoyer avec les réponses.

Conclusion

Les contraintes de temps ont un impact direct sur les opérations de collecte des données. En effet, le fonctionnement des administrations africaines en général et congolaises en particulier ne facilite pas la réalisation de certaines opérations sous contraintes de temps. Les décisions sont prises tardivement et le personnel n'est pas toujours disponible.

Annexe

Date	Nom de l'institution	Personnes ressources rencontrées	Téléphone	email
14/09/2021	Banque mondiale	Bissama	00242057905164	abissama@worldbank.org
17/09/2021	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	Toto	00242064413848	
17/09/2021	Ministère de la Reforme de l'Etat	Elengha Jessie	00242068645480	elenghajessy@gmail.com
17/09/2021	Ministère du Contrôle de l'Etat	Albert Maniangou	00242068291384	berthalmanni@gmail.com
20/09/2021	Université Marien NGOUABI	Aimé OUADIKA	00242066544580	ouadika@yahoo.fr
21/09/2021	Conseil de Concertation des ONG de développement	François MVIBOUDLOU	00242069716161	franckmviboudoulou@yahoo.fr